

# Coopération et Développement économiques

## Le SECO fait le bilan

2006–2011



65

collaborateurs

250

millions de francs de budget annuel

397

programmes et projets en cours

5

principaux partenaires multilatéraux

4

domaines d'intervention : commerce, infrastructures, entreprises, finances

2

thèmes transversaux : gouvernance économique, climat, énergie et environnement

16

pays prioritaires :  
au Sud : Indonésie, Vietnam, Egypte, Ghana, Afrique du Sud, Colombie et Pérou.  
à l'Est : Albanie, Bosnie et Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Serbie, Kirghizistan, Tadjikistan, Azerbaïdjan et Ukraine

265

évaluations

77

pour cent de tous les projets et programmes sont satisfaisants

370 000

personnes ont un meilleur accès à l'eau potable et aux installations sanitaires

50

pour cent des pays prioritaires ont amélioré leur compétitivité et leur gouvernance



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie DFE  
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO



**ALBANIE** Le programme du SECO en Europe du Sud-Est prodigue des conseils aux gouvernements dans le domaine des partenariats public-privé (PPP). En Albanie, par exemple, ni le gouvernement ni l'entreprise publique d'approvisionnement en électricité n'ont les moyens nécessaires pour exploiter l'énorme potentiel de production d'électricité hydraulique. Le soutien du SECO a ainsi donné naissance au projet PPP visant la construction de la centrale hydroélectrique d'une puissance de 50 mégawatts à Ashta, en Albanie. Le projet de centrale hydroélectrique amène 200 millions EUR d'investissements directs étrangers dans le pays, lui permet d'économiser quelque 7 millions EUR par an en importations de courant, et améliore l'approvisionnement de 170 000 habitants.

# Editorial

Parlementaires, public et partenaires sont tous curieux de connaître les résultats de la coopération au développement. La présente brochure répond à cette attente en dressant un bilan des activités de la coopération économique au développement du SECO durant la période allant de 2006 à 2011. Partager de manière transparente et crédible nos résultats correspond à notre politique de communication ; mais il nous importe avant tout de porter un regard critique sur nos interventions de développement afin d'en tirer des enseignements et de les ajuster continuellement.

Réduire la pauvreté et les inégalités dans le monde fait partie de notre mandat et nos instruments économiques y contribuent directement en encourageant l'initiative privée, en développant les infrastructures de base nécessaires à toute activité économique, en renforçant les conditions-cadre pour les investissements nationaux et internationaux et en créant des opportunités de travail pour tous.

Le bilan ici présenté apporte quelques illustrations concrètes de nos réussites et met en exergue les défis auxquels nous sommes confrontés. Dans des environnements politiques, économiques et sociaux très volatils, aide au développement ne rime pas forcément avec succès. Néanmoins, grâce à une gestion de nos projets axée sur les résultats, à une philosophie d'action orientée sur l'innovation et l'apprentissage, et à une analyse du risque minutieuse, nous obtenons de bons résultats.

Le rôle du SECO dans la coopération au développement restera prépondérant dans les années à venir. Les résultats atteints à ce jour le prouvent : nos instruments économiques nous permettent d'aider nos pays partenaires à saisir les chances de la globalisation mais aussi d'en atténuer les risques. En contribuant activement à relever les défis mondiaux (changement climatique, crises économiques et financières, migration, etc.) et à garantir une prospérité économique mondiale, non seulement nous soutenons les pays partenaires dans leur développement, mais posons également les bases indispensables aux relations extérieures, politiques et économiques, de la Suisse.



**Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch**  
Secrétaire d'Etat, Directrice du SECO

<b>3</b> Editorial	<b>14</b> Commerce	<b>27</b> Perspectives
<b>5</b> Objectifs	<b>16</b> Infrastructures	<b>28</b> Annexes
<b>7</b> Résultats	<b>18</b> Entreprises	
<b>10</b> Evaluations	<b>20</b> Finances	
<b>12</b> Domaines d'activité	<b>22</b> Banques de développement	
	<b>24</b> Climat	

## Table des matières

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) est placé sous la responsabilité du Département fédéral de l'économie (DFE). Le centre de prestations Coopération et Développement économiques du SECO et la Direction du développement et de la coopération (DDC, Département fédéral des affaires étrangères) sont chargés de l'aide au développement de la Suisse. Le centre de prestations met en œuvre des mesures de politique commerciale et économique en faveur des pays en développement et des pays en transition. Dans la présente brochure, l'appellation SECO fait référence à ce centre de prestations.



**VIETNAM** Les vieilles machines industrielles ont un impact négatif sur l'environnement et menacent la santé des employés. Trouver les financements nécessaires pour investir dans de nouvelles machines est souvent difficile. Le SECO a mis en place une « ligne de crédits verte » pour faciliter la levée de capitaux. Par exemple, dans l'entreprise de produits plastiques « Tan Phu Joint Stock Company » à Hô Chi Minh-Ville, deux nouvelles machines de moulage par compression ont permis de réduire les déperditions d'énergie de 600 gigawattheures et de diminuer la consommation d'intrants de 20 %.

# Objectifs

## Réduire la pauvreté et les inégalités

**La stratégie orientée vers l'économie de marché que le SECO met en œuvre pour favoriser une croissance durable, les initiatives privées, l'ouverture des marchés et l'assainissement des finances publiques s'applique également dans le cadre de l'aide au développement. «Intégrer les pays partenaires dans l'économie mondiale» et «promouvoir une croissance économique respectueuse des normes sociales et de l'environnement», tels sont les objectifs que vise la coopération économique au développement du SECO pour réduire la pauvreté et les inégalités.**

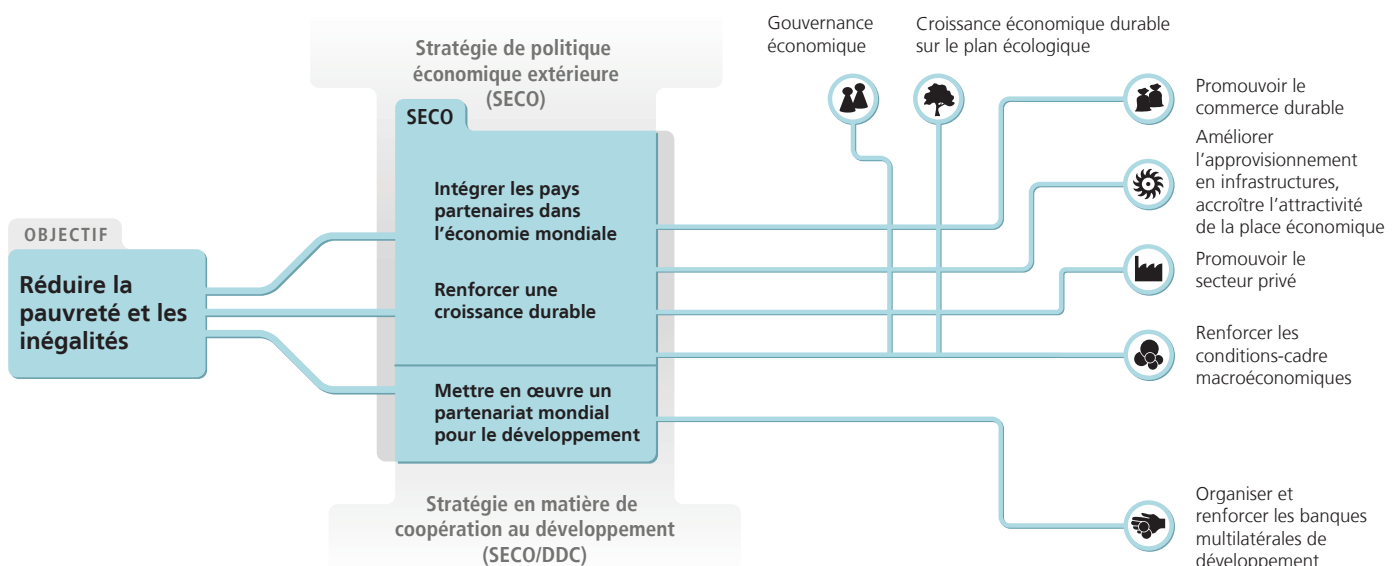
Les activités économiques sont indispensables au développement de régions et de pays. Là où des biens et des services sont produits pour les marchés locaux et internationaux, les habitants ont un revenu et des perspectives. Dans le cadre de la stratégie de coopération au développement et de la stratégie économique extérieure de la Confédération, le SECO met en œuvre des conditions-cadre au niveau national et global qui améliorent la compétitivité des pays partenaires, augmentent la productivité et contribuent à la création d'emplois.

Les activités du SECO ont pour objectif d'aider les pays partenaires à limiter les risques liés à la globalisation et à mieux en exploiter son potentiel. Il importe de promouvoir largement le développement économique et de saisir les chances d'accéder à de nouveaux marchés. A moyen terme, soutenir le développement économique, social et politique des pays partenaires est aussi bénéfique à la Suisse : elle établit de nouveaux partenariats commerciaux, est moins soumise à la pression migratoire et jouit d'une meilleure sécurité ainsi que d'une plus grande stabilité.

Afin de canaliser les forces et d'augmenter l'effet de la coopération au développement, le SECO concentre son action sur sept pays prioritaires au Sud et neuf pays

prioritaires à l'Est. La politique économique et financière, les infrastructures, le secteur privé, le commerce, le climat et la gouvernance économique sont ses principaux champs d'action. Le SECO laisse une grande part de responsabilité aux pays partenaires, qui doivent mobiliser leurs propres ressources (impôts, investissements) et ainsi s'affranchir de l'aide au développement.

Le SECO investit chaque année environ 250 millions CHF dans la coopération économique bilatérale. Durant la période allant de 2006 à juin 2011, le SECO a consacré 837.2 millions CHF à l'aide au développement des pays du Sud et 327.6 millions CHF à l'aide au développement des pays d'Europe de l'Est et de la Communauté des Etats indépendants (CEI). En outre, près de 300 millions CHF sont versés chaque année aux banques multilatérales de développement. La participation aux institutions multilatérales complète et renforce l'aide bilatérale et contribue concrètement à résoudre des problèmes complexes, nationaux ou mondiaux.





**COMITÉ EXTERNE D'ÉVALUATION** « En théorie, il est souhaitable que le taux de réussite des projets et des programmes atteigne 80 % et plus. Néanmoins, dans la pratique, un tel objectif peut se révéler contre-productif. La coopération au développement dans les pays instables où le secteur économique est peu développé implique des risques accrus. Eviter ces risques signifierait renoncer à innover et à faire face aux défis majeurs de la coopération au développement. Il est normal que certains projets n'aient pas les effets escomptés. Dans ce contexte, le SECO prend des risques de manière réfléchie et informe de manière transparente et crédible le Parlement et l'opinion publique des réussites et des problèmes rencontrés dans ses activités. » (D'après le rapport annuel 2010 du SECO consacré à l'efficacité de la coopération économique au développement)

# Résultats

## Résumé

**De 2006 à 2011, la coopération économique au développement du SECO a obtenu de bons résultats. Les objectifs, les domaines d'intervention et les pays prioritaires ont été soigneusement déterminés. Grâce à sa volonté de tirer les enseignements de ses expériences, le SECO a pu souligner les limites de ses interventions. L'efficacité et la durabilité sont au centre des préoccupations du SECO.**

Le SECO a développé sa gestion de projet et l'a adaptée aux pratiques internationales : le système de gestion de la qualité est certifié aux normes ISO-9001, des instruments de suivi des projets existent, un comité externe d'évaluation a été fondé, des structures décentralisées sont installées dans les pays partenaires. Le SECO publie chaque année les résultats de ses activités et les enseignements qu'il en tire, une pratique peu répandue parmi les autres agences de développement.

### 77 % de projets satisfaisants

De 2005 à 2010, 77 % des 122 projets soumis à une évaluation externe ont été qualifiés au minimum de satisfaisants. Le SECO obtient ainsi des résultats comparables à ceux d'autres donateurs. Les projets les plus satisfaisants ont rempli les critères de pertinence et d'efficacité (voir p. 10). Ils ont bien répondu aux besoins des pays partenaires et apporté des résultats concrets pour leur développement.

### Amélioration possible en matière de durabilité et d'efficacité

Parmi les projets, 23 % ont été jugés insatisfaisants. Ce chiffre doit être replacé dans le contexte difficile qui accompagne la mise en place des projets de coopération économique au développement : ces projets sont menés dans des pays et des marchés dont les conditions-cadre socioéconomiques et politiques sont instables, ce qui accroît les risques. La poursuite du projet tant

sur le plan financier qu'organisationnel après le retrait du SECO reste, comme pour les autres donateurs, un énorme défi. En ce qui concerne la durabilité, 38 % des projets évalués ne montrent pas encore des résultats satisfaisants et nécessitent un suivi complémentaire de la part du SECO.

Les retards ou les dépassements de coûts (manque d'efficacité) dans la réalisation des projets sont souvent dus à des changements sur le plan politique ou économique ou à des raisons spécifiques au projet, par exemple une évaluation trop ambitieuse du potentiel de réalisation d'un projet particulièrement novateur. Sur l'ensemble des projets, 57 % ont été réalisés sans retard ou sans dépassement de coûts.

### Résultats obtenus grâce aux moyens investis

Le SECO et la DDC publient conjointement des rapports thématiques sur l'efficacité de la coopération, tels que l'eau en 2008 et l'agriculture en 2010. Grâce à l'engagement de la Suisse dans le secteur de l'eau, 370 000 personnes par an bénéficient d'un meilleur accès à l'eau potable et aux installations sanitaires. Entre 2003 et 2009, 1.3 million de familles paysannes ont pu accéder plus facilement aux marchés locaux et internationaux.

## Mesures introduites



### Effizienz

Le SECO accorde une importance particulière à l'analyse du contexte et au potentiel de réalisation des projets. L'analyse des risques a été renforcée. C'est un élément déterminant au moment de décider du financement des projets.

### Durabilité

Les aspects financiers et institutionnels de la poursuite du projet après l'engagement du SECO sont mieux pris en compte lors de sa conception. Davantage d'évaluations ex-post (plusieurs années après l'achèvement du projet) sont effectuées.

### Gestion

L'accompagnement d'un projet nécessite du temps, du personnel et de l'argent. Le SECO doit s'assurer que le suivi et le contrôle de qualité exercés par ses partenaires sont conformes aux bonnes pratiques internationales.

### Gestion du savoir

Toutes les évaluations font état des compétences élevées des collaborateurs du SECO et de la fiabilité dont le SECO fait preuve en matière de coopération avec les pays prioritaires et les partenaires. Le SECO renforce la gestion du savoir interne et l'échange d'expériences.



**LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAfD)** soutient depuis 1964 les pays membres régionaux. Elle agit dans les domaines des infrastructures, de la bonne gouvernance, de l'intégration régionale, de l'aide aux Etats fragiles et du développement du secteur privé. L'édition 2011 du rapport annuel sur l'efficacité du développement montre qu'entre 2008 et 2010, 76 % des projets ont atteint ou dépassé leurs objectifs. Les secteurs de l'énergie et de la microfinance représentent les principaux défis. Le rapport relève que la gestion du cycle de projet a été considérablement améliorée, ce qui aura une influence sur la qualité des projets.



# Résultats

## Aperçu

Comment les processus sont-ils mis en œuvre au sein du SECO ?

- ↑ **PROCESSUS DE GESTION** L'administration du SECO est **certifiée aux normes ISO-9001**. Le système de suivi et d'évaluation, avec un comité externe d'évaluation, est conforme aux bonnes pratiques internationales.
- ↑ **FINANCEMENT** Les activités opérationnelles sont financées au moyen de plusieurs crédits-cadre et d'une augmentation de l'aide au développement à hauteur de **0.5% du PIB**.
- ↔ **PERSONNEL** Les partenaires externes reconnaissent la **grande compétence professionnelle des collaborateurs**. Cependant, le nombre de projets par poste à plein temps est élevé.
- ↑ **DECENTRALISATION** Depuis 2008, le SECO intervient dans sept pays prioritaires au Sud et neuf à l'Est. Des **bureaux de coopération locaux ont été mis en place et développés**.

Quels sont les effets concrets des activités opérationnelles du SECO ?

- ↑ **RESULTAT GENERAL** **77%** des projets évalués entre 2005 et 2010 affichent au minimum des résultats satisfaisants.
- ↑ **PERTINENCE** **88%** des projets évalués ont répondu de manière satisfaisante aux besoins de leurs bénéficiaires.
- ↑ **EFFICACITE** Environ **trois quarts** des projets ont atteint les objectifs prévus de manière satisfaisante.
- ↔ **EFFICIENCE** Pour **57%** des projets évalués, le rapport entre les moyens investis et les résultats obtenus est satisfaisant.
- ↓ **DURABILITE** Environ **38%** des projets évalués ont besoin d'un soutien supplémentaire après la fin de l'engagement.

Quelle contribution apporte le SECO au développement des pays partenaires ?

- EXEMPLES TIRES DES EVALUATIONS INDEPENDANTES
- ↔ **COMMERCE DE PRODUITS BIOLOGIQUES** De **bons résultats** ont été atteints en matière de **développement des chaînes de valeur ajoutée**. Le développement et la commercialisation de nouveaux produits biologiques ne sont pas encore à la hauteur des attentes.
  - ↑ **INFRASTRUCTURES ENERGETIQUES** L'engagement du SECO en Europe de l'Est et en Asie centrale est **très satisfaisant du point de vue de la pertinence**, satisfaisant du point de vue de l'efficacité et de la durabilité et insatisfaisant du point de vue de l'efficacité.
  - ↑ **ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES POUR LES ENTREPRISES** Dans ce domaine, le SECO a obtenu des **résultats supérieurs à la moyenne** dans tous les pays.
  - ↑ **SECTEUR FINANCIER** Les activités du SECO dans les pays en développement sont jugées positives. **La stabilité économique et fiscale des pays partenaires s'est améliorée**.

Quelle évolution économique peut-on constater dans les pays partenaires ?

- ↓ **PIB** Dans tous les pays prioritaires, **le taux de croissance du PIB réel a baissé** en raison de la crise économique (2008-2009).
- ↓ **COMMERCE** Pour de nombreux pays prioritaires, la crise économique mondiale a eu un **effet négatif** sur la **balance commerciale**.
- ↑ **COMPETITIVITE** Malgré la crise économique mondiale, environ la moitié des pays prioritaires ont **renforcé leur compétitivité** entre 2008 et 2010.
- ↑ **REVENUS** L'**inégalité entre les revenus** dans les pays prioritaires s'est en partie **réduite**.
- ↑ **GOVERNANCE** Entre 2007 et 2009, la moitié des pays prioritaires ont **amélioré leur gouvernance**.
- ↓ **CLIMAT** Dans la plupart des pays prioritaires, **les émissions de CO<sub>2</sub> par habitant ont augmenté** entre 2005 et 2008.

SECO  
Coopération et  
développement  
économiques

S  
E  
C  
O

D  
E  
L'  
I  
N  
F  
L  
U  
E  
N  
C  
E

D  
I  
M  
I  
N  
U  
T  
I  
O  
N



Pays partenaires

# Evaluations

## Rendre compte et alimenter le processus d'apprentissage

**Le public et les parlements des pays donateurs veulent savoir comment les moyens mis à la disposition des pays en développement sont utilisés et ce qu'il en résulte. Cette volonté se manifeste également dans le débat international, que ce soit dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (ONU) ou de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (OCDE), qui enjoignent aux pays donateurs et aux pays bénéficiaires de travailler dans le sens d'une plus grande efficacité.**

Le SECO se fonde sur les évaluations de projets pour rendre compte de ses activités vis-à-vis du Parlement et du public. Ces évaluations montrent quels sont les développements générés par le SECO et les résultats qu'ils permettent par rapport aux moyens investis. Elles fournissent également d'importantes informations sur la qualité des interventions et les potentiels d'amélioration, faisant ainsi partie intégrante du processus d'apprentissage institutionnel du SECO et du dialogue que celui-ci mène avec ses partenaires.

**« Dans ma vaste pratique en matière d'évaluation, je ne cesse de constater que le SECO fait très bonne figure au niveau international par la qualité, la souplesse et le caractère novateur de ses projets. Cela tient notamment à l'importance que le SECO attribue au contrôle approfondi de ses activités et à leur amélioration permanente. »**

Daniel P. Keller, directeur de Swiss Consulting GmbH, Hanoi/Vietnam

### Evaluation objective et indépendante

Le SECO tient à ce que ses projets soient évalués en toute objectivité. C'est pourquoi il mène des évaluations internes, externes et indépendantes, en appliquant les critères internationaux de l'OCDE/CAD (cf. les critères d'évaluation ci-dessous). Les évaluations internes sont réalisées par les responsables des projets ; les évaluations externes de projets et celles indépendantes au niveau

sectoriel sont confiées à des spécialistes indépendants extérieurs à l'office. Le SECO rédige chaque année un rapport dans lequel figurent les résultats de l'ensemble des évaluations.

Les activités du SECO en matière d'évaluation sont soumises à la surveillance d'un Comité externe d'évaluation, dans le but non seulement d'accroître la transparence, l'indépendance et la crédibilité, mais aussi d'améliorer l'exploitation des résultats des évaluations et l'utilisation des enseignements tirés. Cet organe directement rattaché à la direction du SECO a démarré ses activités en 2009. Il propose des évaluations indépendantes, donne son avis sur leurs résultats, surveille la mise en œuvre de leurs recommandations et approuve le rapport annuel évoqué plus haut.

Entre 2005 et 2010, le SECO a réalisé 265 évaluations, à savoir 139 évaluations internes, 122 évaluations externes et 4 évaluations indépendantes. Vous trouverez ci-après (pp. 14 à 25) les résultats de 20 évaluations externes et des quatre évaluations indépendantes.

### ECHELLE D'EVALUATION

Les projets et les programmes sont évalués sur la base d'une échelle à quatre niveaux, allant de « très satisfaisant » à « très insatisfaisant ».

- **TRÈS SATISFAISANT** Le projet ne nécessite aucune adaptation.
- **SATISFAISANT** Le projet présente des lacunes mineures qui exigent de procéder à de petites adaptations.
- **INSATISFAISANT** Plusieurs objectifs ne sont pas atteints et le projet accuse un important retard ; il est indispensable de procéder à des adaptations.
- **TRÈS INSATISFAISANT** La durabilité du projet est menacée ; il est nécessaire de procéder à des adaptations majeures et de réorienter le projet.

### CRITERES D'EVALUATION OCDE/CAD

**PERTINENCE** Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement correspondent aux attentes des bénéficiaires, aux besoins du pays, aux priorités globales et aux politiques des partenaires et des bailleurs de fonds.

**EFFICACITE** Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative.

**EFFICIENCE** Mesure selon laquelle les ressources (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon économe.

**DURABILITE** Mesure selon laquelle l'action de développement continue de produire des effets bénéfiques après la fin de l'intervention.

## Entretien avec Pietro Veglio, président du Comité externe d'évaluation

### Pietro Veglio, quelle est votre tâche ?

Je suis l'un des cinq membres du Comité externe d'évaluation, que je préside depuis sa création en 2009. Le Comité donne son avis sur les conclusions et les recommandations des évaluations indépendantes. En ma qualité de président, je dois veiller à ce que notre position reflète les différents points de vue des cinq membres et que nos commentaires se concentrent sur les principaux défis stratégiques présents et futurs du SECO.

### En quoi êtes-vous indépendant ?

Je suis indépendant d'abord et surtout parce que je suis à la retraite depuis quatre ans. De surcroît, je n'ai jamais travaillé au SECO. La capacité de me faire mon propre jugement est l'un des aspects de ma personnalité qui m'a beaucoup servi tout au long de ma carrière professionnelle. J'ai appris à toujours tenir compte des points de vue et des opinions autres que les miennes.

### Le SECO supervise déjà ses activités avec son propre personnel. Quelle est la plus-value des évaluations indépendantes ?

Les évaluations de projets que le SECO mène régulièrement avec ses propres ressources sont très importantes, pour ne pas dire essentielles. Il reste néanmoins nécessaire de compléter ces auto-évaluations par des évaluations indépendantes qui apportent un regard extérieur objectif et viennent soit confirmer soit infirmer les résultats internes. L'influence d'une évaluation indépendante sur le SECO et ses partenaires de mise en œuvre dépend beaucoup de la qualité du travail. La qualité des évaluations indépendantes réalisées à

ce jour a été reconnue non seulement par notre Comité, mais aussi, entre autres, par la direction et les responsables de projets du SECO.

### Grâce à votre travail, le Parlement peut-il compter sur le fait que les fonds engagés dans la coopération économique au développement garantissent des résultats ?

Je suis convaincu que, lors des débats concernant la nouvelle enveloppe budgétaire destinée à la coopération au développement, les Chambres fédérales s'appuieront sur les résultats des évaluations indépendantes des trois dernières années. Dans le message qu'il doit rédiger à l'intention du Parlement, le SECO consacrera certainement un chapitre à l'obligation de rendre compte de ses activités.

### Vos informations et vos recommandations parviennent-elles sans filtre aux politiques ?

Les commentaires et les recommandations que nous formulons ne sont influencés ni par le SECO ni par une quelconque autre instance. Ils sont publiés régulièrement en anglais sur le site internet du SECO. En anglais, parce que nous voulons aussi faire connaître les résultats des évaluations au-delà de nos frontières afin d'alimenter les discussions sur la mesure de l'efficacité de la coopération au développement.

### Cette approche est-elle aussi adoptée par d'autres pays ?

Oui, mais rares sont ceux qui ont le courage de publier des évaluations indépendantes sans les filtrer. C'est par exemple le cas de la Grande-Bretagne. Les pays scandinaves et les Pays-Bas vont aussi dans cette direction.

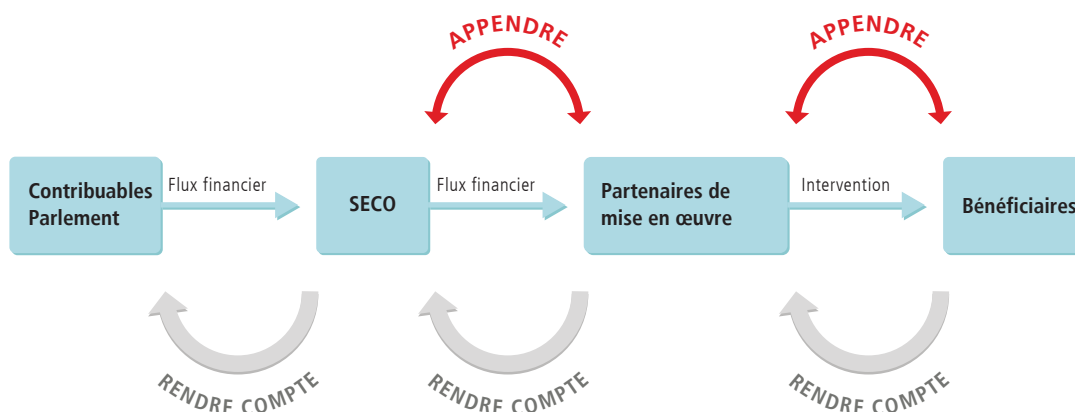


Pietro Veglio

A dirigé pendant trois ans, dès 1998, la Division des examens de l'aide et du suivi des politiques au sein du Comité d'aide au développement de l'OCDE et officieusement, entre 2002 et 2006, en tant que directeur exécutif de la Suisse auprès de la Banque mondiale.

Les autres membres du Comité externe d'évaluation sont Gilles Carbonnier, Susanne Grossmann, Felix Gutzwiller, Christoph Stückelberger.

## FINANCER, RENDRE COMPTE ET APPRENDRE



# Domaines d'activité

Quatre domaines d'intervention, deux thèmes transversaux et cinq banques multilatérales de développement

## INTERVENTIONS



### Commerce

Pour les pays en développement, la libéralisation des échanges mondiaux peut constituer une chance d'accroître leurs exportations, de créer des emplois et ainsi de réduire la pauvreté. Le SECO met donc l'accent sur une politique commerciale à orientation sociale et respectueuse de l'environnement, sur la capacité d'exportation des entreprises (par la diffusion de savoir-faire en matière d'exportation et l'application de standards et de labels) et sur l'importation vers les marchés européens. Le système des préférences tarifaires est un élément central de ces mesures, puisqu'il facilite l'accès des pays en développement au marché suisse. Exemples concrets : voir pages 14 et 15.

#### Déboursments (de 2006 à juin 2011)

Total: 245.6 mio. CHF (21.1 % du budget global)  
Sud: 206.1 mio. CHF (24.6 % du budget global Sud)  
Est: 39.5 mio. CHF (12.0 % du budget global Est)



### Infrastructures

La mise en place d'infrastructures à la fois fiables et abordables dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, de l'eau et des transports est une condition essentielle à la construction d'une économie prospère et à la réduction de la pauvreté. Le SECO aide les pays partenaires à réaliser et à assainir les installations publiques d'approvisionnement, améliore la gestion des exploitations et veille à leur autonomie financière. De plus, il est souvent nécessaire d'envisager des réformes institutionnelles, qui seront encouragées dans le cadre du dialogue politique. Le financement d'infrastructures contribue à mettre en place et à garantir les services de base. Exemples concrets : voir pages 16 et 17.

#### Déboursments (de 2006 à juin 2011)

Total: 274.2 mio. CHF (23.5 % du budget global)  
Sud: 104.4 mio. CHF (12.5 % du budget global Sud)  
Est: 169.8 mio. CHF (51.8 % du budget global Est)

## COOPÉRATION MULTILATÉRALE



### Banques multilatérales de développement

Le changement climatique, la pauvreté ou encore les crises financières sont des défis mondiaux qui exigent une approche commune de la communauté internationale. Des institutions multilatérales comme les banques de développement sont en mesure de répondre aux problèmes qui, par leur complexité ou le volume financier qu'ils impliquent, dépassent les possibilités des différents donateurs. Le SECO gère les relations de la Suisse avec la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement

(BID), la Banque asiatique de développement (BAsD) et la Banque africaine de développement (BAfD). Il définit, avec la DDC, la position et la stratégie défendues par la Suisse dans les sphères décisionnelles de ces organisations. Ensemble, ils font valoir les droits et assument les obligations de notre pays qui découlent de son statut d'actionnaire. Exemples concrets : voir pages 22 et 23.

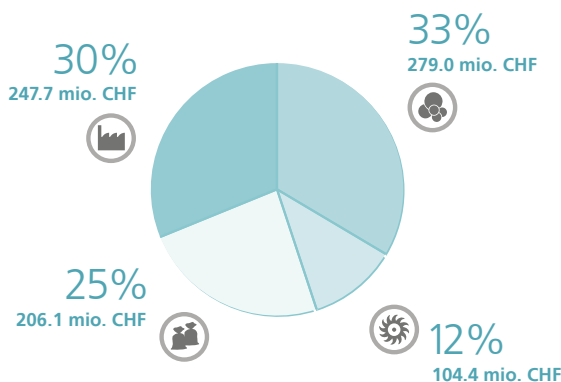
#### Investissements SECO/DDC (2006 à 2010)

1568 mio. CHF

## DÉBOURSEMENTS SELON LES DOMAINES D'INTERVENTION (2006-JUIN 2011)

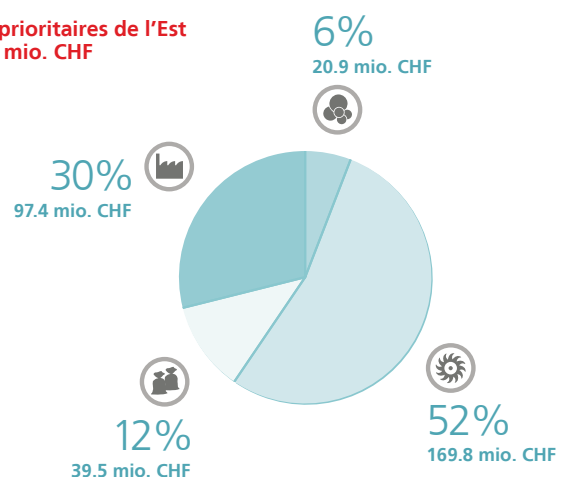
### Pays prioritaires du Sud

837.2 mio. CHF



### Pays prioritaires de l'Est

327.6 mio. CHF



## Entreprises

Un secteur privé fort est primordial si l'on veut obtenir une croissance durable dans les pays en développement ou en transition. Les entreprises privées, des PME pour la plupart, sont pourvoyeuses d'emplois et accroissent les recettes fiscales. Elles jouent un rôle crucial dans l'intégration économique régionale et mondiale. Les interventions du SECO facilitent l'accès des PME aux moyens financiers, améliorent l'environnement des affaires et favorisent un entrepreneuriat responsable. Exemples concrets : voir pages 18 et 19.

## Finances

Des finances publiques stables, une bonne politique économique et financière et un secteur financier développé forment les conditions-cadre économiques gages de croissance et de réduction de la pauvreté. La Suisse peut apporter une riche expérience et un précieux savoir en la matière. Le SECO collabore avec ses partenaires dans le monde pour prodiguer formation et conseils en vue de renforcer les institutions locales, les banques centrales et les milieux financiers, et applique des mesures de désendettement vis-à-vis de débiteurs publics. Exemples concrets : voir pages 20 et 21.

### Déboursments (de 2006 à juin 2011)

Total: 345.1 mio. CHF (29.6% du budget global)

Sud: 247.7 mio. CHF (29.6% du budget global Sud)

Est: 97.4 mio. CHF (29.7% du budget global Est)

### Déboursments (de 2006 à juin 2011)

Total: 299.9 mio. CHF (25.7% du budget global)

Sud: 279.0 mio. CHF (33.3% du budget global Sud)

Est: 20.9 mio. CHF (6.4% du budget global Est)

## Climat

La croissance économique mondiale des dernières décennies a entraîné une forte augmentation des émissions nocives des gaz à effet de serre. Outre les efforts consentis dans les pays industrialisés, il s'agit de casser le lien entre croissance économique et émissions de CO<sub>2</sub> dans les pays en développement et les pays émergents. C'est pourquoi le SECO finance des projets avec les partenaires économiques en vue de promouvoir l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et l'exploitation durable des ressources naturelles comme les forêts tropicales. Exemples concrets : voir pages 24 et 25.

## Gouvernance économique

La gouvernance économique est une priorité stratégique de la coopération économique au développement du SECO. Il s'agit de « règles du jeu » transparentes qui permettent le fonctionnement des acteurs étatiques et privés. Au niveau de l'Etat, le SECO favorise une solide gestion des finances publiques et des conditions-cadre efficaces (environnement des affaires, système fiscal, tarifs commerciaux). Au niveau des entreprises, il promeut la responsabilité sociale des entreprises et leur bonne conduite (droits des actionnaires, transparence dans l'information et les finances, lutte contre la corruption).

THÈMES TRANSVERSAUX

### PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

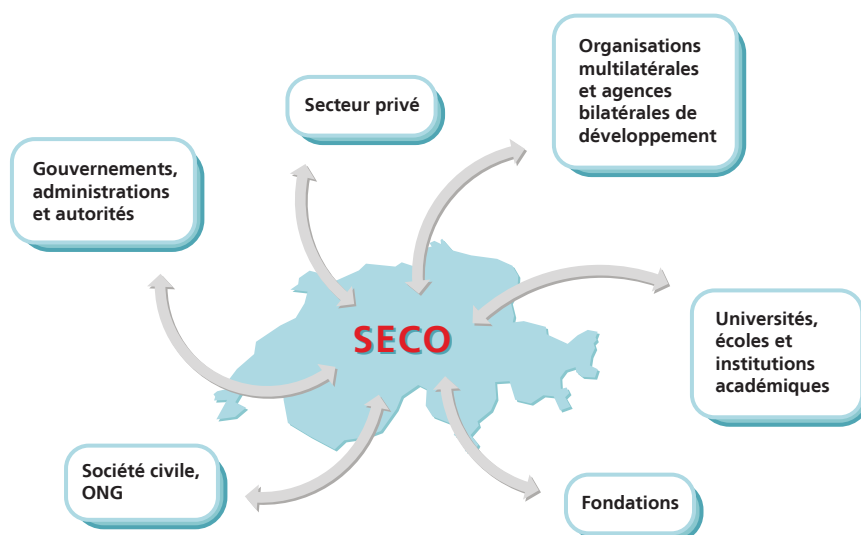
#### Le SECO collabore étroitement avec différents acteurs pour :

Encourager le dialogue avec le gouvernement, le secteur privé et la société civile des pays partenaires afin de favoriser les réformes.

Travailler avec d'autres bailleurs de fonds (publics et privés, ONG) afin d'obtenir une plus grande cohérence et une meilleure coordination.

Prendre part à des initiatives mondiales visant à mobiliser des ressources financières pour relever les défis de la planète.

Utiliser le savoir-faire suisse des entreprises, des universités, des hautes écoles spécialisées, des ONG et de l'administration.



# Commerce

## L'écologie et le commerce équitable, sources d'opportunités

### EVALUATION EXTERNE

#### Standards de qualité nationaux pour les exportations

**PROJET** Pour pouvoir exporter ses fruits, ses légumes, son cacao ou ses noix de cajou, le Ghana doit vérifier que ces aliments sont conformes aux normes internationales en matière de sécurité sanitaire et de qualité. Le projet vise à rendre les autorités nationales aptes à définir les standards nécessaires. L'objectif est en outre d'équiper les laboratoires ghanéens pour qu'ils puissent effectuer les mesures, d'améliorer ainsi la qualité des produits agricoles ghanéens et d'accroître les exportations.

**RÉSULTAT** Un an et demi avant la fin du projet, la mise en œuvre va bon train. L'équipement est partiellement en service, mais la certification des laboratoires prend du retard. Un échange régulier a lieu entre les experts ghanéens et les experts internationaux.

#### DÉFIS

- Privilégier les laboratoires qui sont prêts à obtenir leur certification ; la collaboration avec certains laboratoires a donc été interrompue.
- Sélectionner, lors de la prochaine étape du projet, des produits phares ayant un fort impact sur les marchés d'exportation.

### EVALUATION EXTERNE

#### Plateforme d'exportation couronnée de succès

**PROJET** En Bolivie, le secteur privé n'est que peu associé aux décisions politiques. C'est pourquoi le SECO soutient l'Institut bolivien du commerce extérieur (Instituto Boliviano de Comercio Exterior, IBCE), un organisme de droit privé. L'ambition est d'améliorer la collaboration entre le monde politique et le secteur privé.

**RÉSULTAT** L'IBCE a gagné une bonne réputation : l'institut a bâti des passerelles entre le gouvernement et les entreprises en fournissant des informations sur le commerce et les exportations, ainsi que des prestations de conseil, relatives par exemple à la responsabilité sociale des entreprises. En dépit de l'attitude critique du gouvernement à l'égard de l'économie libérale et de l'économie d'exportation, l'IBCE s'est imposée comme un centre d'innovation avec une position de leader. Grâce à de nouvelles stratégies, neuf entreprises boliviennes ont augmenté leurs exportations, de 3.9 millions USD en 2006 à 6.6 millions en 2007.

#### CONCLUSIONS

- Trois ans après l'épuisement du financement initial, l'IBCE s'auto-finance.
- La réussite de ce modèle sera transposé, avec l'aide de l'IBCE, dans des organisations partenaires en Colombie et au Pérou.

### EVALUATION EXTERNE

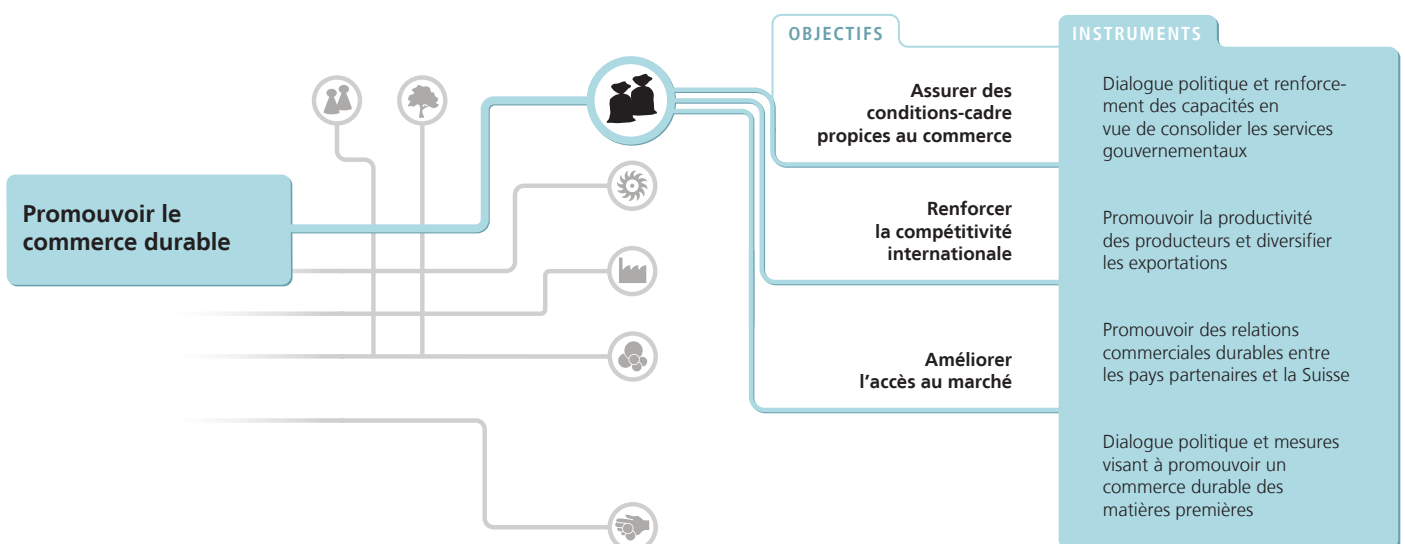
#### De bons instruments pour des régions difficiles

**PROJET** L'Asie centrale possède un grand potentiel sur le marché des fruits et légumes. Le projet avait pour objectif de promouvoir l'exportation de fruits et légumes du Kirghizistan et du Tadjikistan. Les entreprises les plus rentables ont été soutenues dans l'amélioration de la qualité. Parallèlement, les gouvernements ont bénéficié de conseils dans l'élaboration de stratégies nationales d'exportation.

**RÉSULTAT** Les prestations de services fournies par le Centre du commerce international (CCI) étaient adaptées aux besoins et ont été utilisées par les entreprises. Ces dernières ont enregistré une hausse de leurs exportations située entre 5 et 20 %. Douze entreprises ont amélioré la sécurité alimentaire et la qualité de leurs produits. Les gouvernements n'ont toutefois pas encore ratifié les stratégies d'exportation.

#### CONCLUSIONS

- D'autres donateurs se sont inspirés du projet et ont renforcé le soutien au secteur des fruits et légumes. Le SECO a appliqué les instruments développés dans ce projet au Kirghizistan en vue de promouvoir le coton bio.
- Dans un autre projet mené avec le CCI, le SECO s'est concentré sur le secteur du textile au Kirghizistan et au Tadjikistan.





## EVALUATION INDEPENDANTE



### Promotion des marchés bio

Analyse sectorielle de 10 projets dans 13 pays  
Moyens engagés : env. 20 millions CHF



- Approche : Chaînes de valeur ajoutée**  
Mali, Burkina Faso, Kirghizistan
- Approche : Chaînes de valeur ajoutée**  
Nicaragua, Costa Rica, Honduras, El Salvador
- Approche combinée**  
Inde, Roumanie, Ukraine, Albanie, Bulgarie, Liban

- Très satisfaisant**
- Satisfaisant**
- Insatisfaisant**
- Très insatisfaisant**

**PROMOTION DU MARCHÉ BIO** Le SECO soutient depuis 2002 le développement des marchés des produits biologiques en Europe de l'Est, en Asie et en Asie centrale. Les projets sont une combinaison de mesures visant à instituer des organismes nationaux de certification, à développer le marché, et à améliorer la chaîne de valeur ajoutée et le cadre légal.

**RÉSULTAT** L'approche axée sur l'ensemble de la chaîne de valeur ajoutée a présenté les meilleurs résultats. Les paysans ont amélioré leur revenu et les entreprises de transformation ont noué de nouvelles relations d'affaires. Le SECO a soutenu

la création d'organismes locaux de certification en Albanie, en Bulgarie, en Inde, au Liban, en Roumanie et en Ukraine. Trois de ces organes ont déjà acquis une autonomie financière, un quatrième est en passe d'y arriver, et les deux derniers sont encore tributaires de l'aide extérieure.

**CONCLUSIONS** Dans treize pays, le SECO a donné d'importantes impulsions en vue de la création de marchés des produits biologiques. L'hypothèse selon laquelle la certification locale facilite le commerce n'a pas encore trouvé confirmation.

## BILAN

### Conditions-cadre

L'approche choisie contribue à l'harmonisation des réglementations et des standards en matière commerciale, environnementale et sociale.

### Compétitivité

Le SECO s'est constitué de solides connaissances concernant les standards privés volontaires et les labels de durabilité, qu'il doit intégrer davantage dans des projets à large échelle.

### Accès au marché

Afin de mieux documenter ses résultats en termes d'accès au marché, le SECO s'est associé à d'autres bailleurs de fonds pour développer un instrument, le Committee On Sustainability Assessment (COSA), destiné à mesurer l'efficacité des actions de développement.

# Infrastructures

## La base de la croissance

### EVALUATION EXTERNE

#### De l'eau à toute heure de la journée

**PROJET** Une grande partie des habitants de la ville tadjike de Khodjent n'avait pas accès à l'eau potable, ou alors sporadiquement. Le projet visait à améliorer la sécurité de l'approvisionnement, à professionnaliser l'entreprise de distribution, et à sensibiliser la population de cette ville de 145 000 habitants sur l'usage plus efficient de l'eau, ainsi que sur la santé et l'hygiène.

**RÉSULTAT** Près de 30 % des conduites ont été assainies. Auparavant, environ la moitié de l'eau était perdue en raison de fuites. Dorénavant, 40 000 personnes sont approvisionnées en eau potable 24 heures sur 24, ce qui avant n'était possible que six à huit heures par jour. 94 % de la population payent aujourd'hui leurs factures, contre 60 % auparavant. Deux ans après le lancement du projet, la société d'approvisionnement en eau affichait pour la première fois un cash-flow positif.

#### DÉFI

- L'expérience montre que les investissements dans les infrastructures devraient être associés à des mesures de soutien au développement des entreprises de distribution ainsi qu'à la gestion de la clientèle.

### EVALUATION EXTERNE

#### De nouvelles lois régissent le secteur de l'eau, rendant possible le financement à long terme

**PROJET** Peu après la fin de la guerre, le SECO a apporté son soutien au Kosovo pour réhabiliter l'approvisionnement en eau dans le sud-est du pays. Il s'agit à présent de garantir la durabilité de cet investissement, et de beaucoup d'autres, en mettant en place des conditions-cadre fiables à l'échelon national. Le SECO soutient par conséquent le Secrétariat de la Water Task Force avec deux conseillers.

**RÉSULTAT** De nouvelles lois sont élaborées et mises en œuvre. De nouvelles structures organisationnelles sont mises au point. La Task Force se concentre dorénavant sur le succès des travaux à l'échelon politique le plus élevé et s'attaque à de nouveaux thèmes, comme la gestion intégrée de l'eau. Les tâches au niveau des régions, par contre, ont été réduites et déléguées.

#### DÉFI

- Le projet vise à faire de la Water Task Force au Kosovo une plateforme durable pour nouer des relations avec les principaux comités parlementaires et associer davantage aux travaux les organisations de la société civile.

### EVALUATION EXTERNE

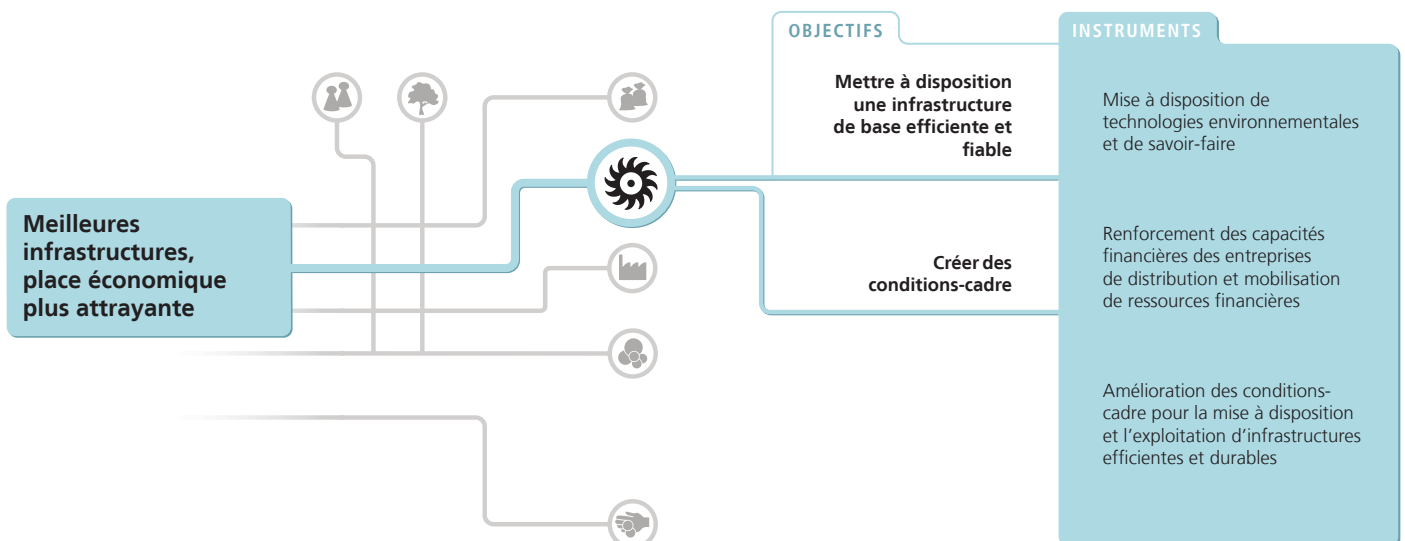
#### Investissements privés dans les infrastructures

**PROJET** L'organisation « Public-Private Infrastructure Advisory Facility » rattachée à la Banque mondiale, aide les gouvernements à mettre en place un environnement propice aux investissements. Œuvrant en étroite collaboration avec l'Etat, les entreprises doivent participer à la construction et à l'exploitation des installations d'approvisionnement en eau, de traitement des eaux usées, d'élimination des déchets, d'approvisionnement en énergie, de transport et de télécommunications.

**RÉSULTAT** 86 % des projets ont obtenu des résultats positifs. Exemple : à Hanoi (Vietnam), le financement de l'exploitation de seize lignes de bus a été assuré par cinq entreprises privées. D'autres investissements sont prévus pour la billetterie et l'entretien des bus.

#### DÉFI

- L'évaluation des enseignements tirés du programme et l'échange de bonnes pratiques pourraient être améliorés.





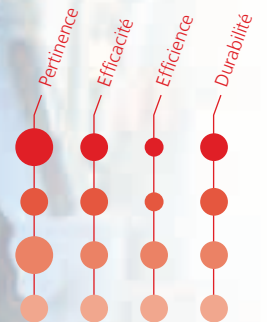


## EVALUATION INDEPENDANTE



### Soutien apporté au secteur de l'énergie

Analyse sectorielle de 22 projets dans 10 pays  
Moyens engagés : 200 millions CHF



- **Albanie** (approvisionnement en eau, sécurité des barrages)
- **Kirghizistan** (approvisionnement en eau/en énergie)
- **Roumanie** (systèmes de chauffage)
- **Serbie** (usines/réseaux électriques)

- Très satisfaisant
- Satisfaisant
- Insatisfaisant
- Très insatisfaisant

**SOUTIEN AU SECTEUR ENERGETIQUE** En Europe de l'Est et en Asie centrale, le SECO a investi 320 millions CHF entre 1992 et 2010, en vue de réhabiliter l'approvisionnement en énergie.

**RÉSULTAT** Grâce à une meilleure qualité des services et à moins de pertes techniques, les conditions de vie ont été améliorées dans dix pays, et la base de la prospérité y a été créée. A At-Bashy, au Kirghizistan (photo : directeur de la centrale hydroélectrique), les pannes d'électricité ont été réduites de 55 % et les pertes commerciales ont diminué. Parfois, le manque d'engagement des partenaires locaux

ainsi que des troubles politiques et économiques ont causé des retards ou des dépassements budgétaires. Plus de dix ans après la réalisation des infrastructures financées par le SECO, celles-ci étaient remarquablement entretenues.

**DÉFI** Souvent, les prix de l'énergie ne reflètent pas les coûts réels, ce qui présente un danger pour l'entretien. Le développement autonome des installations énergétiques appelle des mesures de soutien. C'est la raison pour laquelle le SECO promeut les processus de développement managérial dans les entreprises de distribution, ainsi que le dialogue politique sur les thèmes relevant de la gouvernance.

## BILAN

### Infrastructures de base

L'action en faveur de l'efficacité énergétique et des nouvelles énergies renouvelables est encore récente. Le SECO devrait investir là où le savoir-faire spécifique manque et où il peut compléter l'intervention d'autres bailleurs de fonds. Les technologies suisses sont d'une qualité supérieure à la moyenne, raison pour laquelle elles sont généralement appréciées par les partenaires. Il est par contre possible que les bénéficiaires doivent payer des coûts d'entretien plus élevés. Les intérêts des pays donateurs ne devraient pas entraver les objectifs ou nuire à la durabilité des projets.

### Conditions-cadre

Bien que les résultats soient plus rapides en cas de financement d'installations, il n'est pas judicieux de se limiter à cette activité. L'autonomie technique et financière est tributaire de mesures au niveau des entreprises et de réformes dans le secteur de l'énergie.

# Entreprises

## Les moteurs du développement

### EVALUATION EXTERNE

#### Formation d'entrepreneurs, mise en place de structures locales

**PROJET** L'accès au financement est facilité pour les entreprises bien gérées. Le Global Corporate Governance Forum (GCGF) prodigue des conseils aux entreprises afin de favoriser une gestion plus responsable. Il assiste par ailleurs les pays qui souhaitent intégrer les principes de l'OCDE dans des codes de pratique volontaires.

**RÉSULTAT** 43 codes de pratique ont vu le jour en quatre ans. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le GCGF a encadré les processus de réformes dans quatorze pays. Selon une évaluation externe, ses efforts ont été couronnés de succès. Les codes étant fortement influencés par les instances nationales, il y a de bonnes chances que leur mise en œuvre soit durable. En Russie, trois ans après l'achèvement du projet, 94 % des entreprises ayant bénéficié de conseils ont progressé en matière de gouvernance d'entreprise et cela leur a permis d'attirer 2.1 milliards USD d'investissements.

#### DÉFI

- Le forum devrait s'appuyer davantage sur des centres de compétences locaux actifs à l'échelon régional, afin de créer des structures viables et de promouvoir l'« échange Sud-Sud » sur des thèmes tels que le droit des actionnaires, la gestion du risque ou la mise en œuvre de codes de pratique.

### EVALUATION EXTERNE

#### Des conseillers locaux guident les PME en quête de crédits

**PROJET** Il est souvent difficile aux PME d'obtenir des crédits bancaires, car elles ne satisfont pas aux exigences posées par les institutions financières. La création de centres d'information gérés de manière privée a par conséquent été financée en Indonésie. Ces centres aident les PME à mettre au point des business plans ainsi que des plans de financement.

**RÉSULTAT** Le rapport coût-bénéfice était bon : le déblocage d'un crédit de 1 USD appelait un investissement de 0.05 USD. Les PME participant au programme de conseil affichaient une croissance de l'emploi de plus de sept fois supérieure. Quelque 12 000 emplois ont été créés. Tous les conseillers ayant suivi un perfectionnement professionnel portant sur l'obtention de crédits continuent de proposer ce service, mais généralement dans le cadre d'une activité accessoire.

#### DÉFI

- Un projet relevant d'une branche de l'économie volatile comme les prestations de conseil doit pouvoir adapter de manière flexible les contenus des conseils et former les conseillers locaux en continu. C'est la seule manière d'assumer avec succès le rôle d'intermédiaire entre les entreprises et les banques.

### EVALUATION EXTERNE

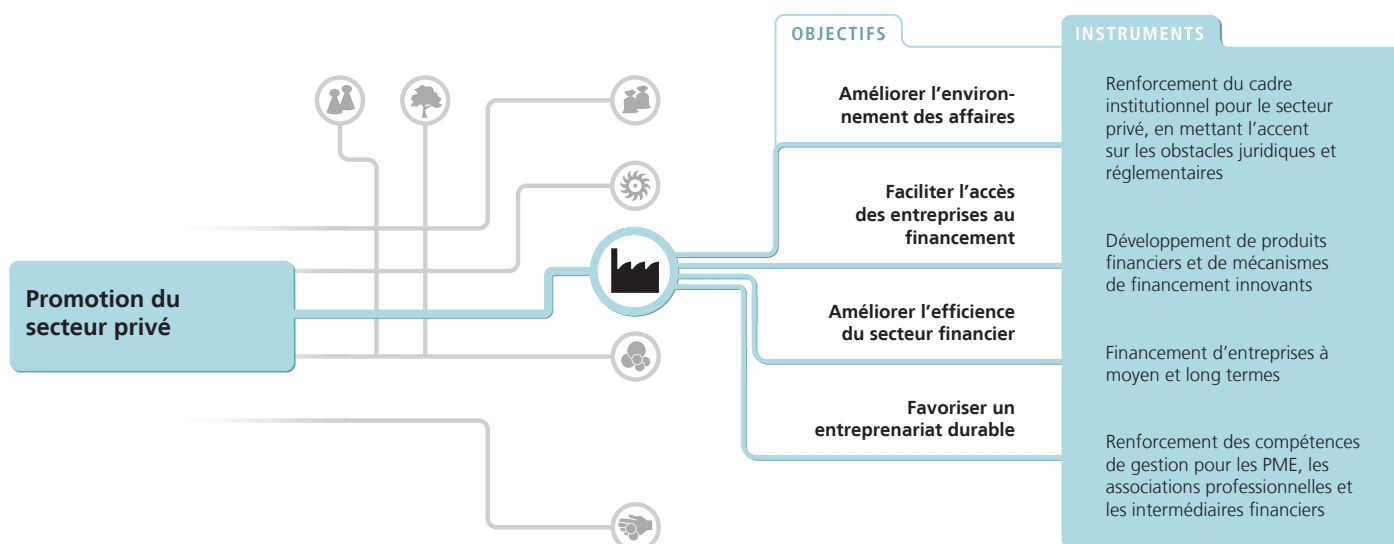
#### Un levier pour les investissements

**PROJET** Les projets d'infrastructure requièrent des capitaux élevés et les rendements sont perçus en monnaie locale. Les investisseurs préfèrent généralement des engagements en monnaies fortes pour le financement de projets, qui présentent un risque de change pour les partenaires locaux. Il est possible de réduire ce risque en assurant le financement par le biais de fonds en monnaie locale. C'est à ces fins que le SECO a fondé la société GuarantCo avec des partenaires. En accordant des garanties, GuarantCo soutient l'octroi de crédits en monnaie locale et participe au développement des marchés des capitaux locaux.

**RÉSULTAT** GuarantCo a fourni, dans onze pays, des garanties portant sur treize projets d'investissements pour un montant total de 176 millions USD. Des investisseurs privés ont engagé plus de 3 milliards USD dans ces projets. Grâce à eux, 9.8 millions de gens ont bénéficié d'un meilleur accès à des services. 170 000 emplois ont par ailleurs été créés.

#### DÉFI

- Il faut davantage de capital-risque pour améliorer l'effet de levier de GuarantCo. Cette dernière pourrait ainsi apporter son soutien à des projets de plus grande envergure et s'engager davantage dans certains pays.





EVALUATION INDEPENDANTE



### Amélioration de l'environnement des affaires

Analyse sectorielle de 19 projets dans env. 60 pays  
Moyens engagés : env. 43 millions de CHF



**AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES** Le SECO est l'un des donateurs les plus professionnels dans les réformes de l'environnement des affaires. 80 % des projets du SECO initient ou soutiennent des réformes avec succès : en Serbie, les économies réalisées par les entreprises grâce à la réduction des formulaires, des réunions et des coûts de coordination s'élèvent à 200 millions USD par an. Elles se montent à 226 millions USD en Egypte et à 23 millions en Azerbaïdjan. En Azerbaïdjan, le nombre de nouvelles entreprises inscrites a par ailleurs augmenté de 40 % en l'espace de deux ans.

**RÉSULTAT** Au lieu de mesures ponctuelles, il faut davantage mettre en œuvre des projets de réforme plus complexes. Ceux-

ci devront porter sur le cycle de vie global de l'entreprise (entrée sur le marché, phase opérationnelle, sortie du marché). Le SECO devrait apporter des connaissances et des expériences suisses spécifiques.

**DÉFIS** Bien que les bons résultats soient souvent le fruit de l'étroite coopération avec la SFI, le SECO devrait chercher à collaborer avec d'autres organisations leaders en matière de promotion du secteur privé. Le SECO devrait apporter des connaissances et des expériences spécifiques à la Suisse pour les réformes du secteur privé. Le SECO devrait par ailleurs faire davantage cas des questions climatiques et environnementales.



## BILAN

### Environnement des affaires

L'environnement dans lequel évoluent les entreprises est déterminant quant à leur croissance et à leur intégration dans l'économie mondiale. Les interventions doivent se fonder sur l'environnement déterminant pour les branches-clés.

### Ressources financières

Pour bon nombre de PME, l'accès au capital d'investissement à long terme est toujours trop limité, raison pour laquelle l'intermédiation financière demeure une priorité pour le SECO.

### Entreprenariat

Les programmes d'entreprenariat doivent permettre la création d'une entreprise et aider à trouver des sources de financement.

# Finances

## Pour un environnement économique fort

### EVALUATION EXTERNE

#### Des écoles nées de dettes

**PROJET** En 1991, la Suisse a lancé un projet phare (500 millions CHF) visant le « désendettement constructif » de pays en développement : les fonds devaient profiter directement aux couches les plus pauvres de la population. Ainsi, l’Egypte a bénéficié d’une remise de dettes de 150 millions CHF, à la condition qu’elle verse 60 % de cette somme à un fonds qui financerait des projets pendant 20 ans.

**RÉSULTAT** Plus de deux millions de personnes en Egypte bénéficient de projets visant la création d’emplois et un meilleur accès aux soins, ainsi que de projets dans le domaine de l’eau et de l’élimination des déchets. D’autres créanciers ayant emboîté le pas, les dettes de l’Egypte ont été réduites de deux milliards CHF au total. Bon nombre des structures mises sur pied sont à présent financièrement autonomes.

#### CONCLUSION

- Les mesures coordonnées au niveau international ont pris le relais des efforts de désendettement bilatéraux. Les créanciers peuvent aujourd’hui avoir une plus grande influence si les causes de l’endettement sont éliminées, par exemple grâce à une meilleure gestion politique fiscale et à une meilleure gestion de la dette.

### EVALUATION EXTERNE

#### Un standard porteur de réformes

**PROJET** Pour se développer économiquement et socialement, un pays doit bien administrer ses finances publiques, une condition également nécessaire à une utilisation efficace et transparente des fonds destinés au développement. Le programme « Public Expenditures and Financial Accountability » (PEFA) est un instrument doté de 31 indicateurs que les pouvoirs publics peuvent utiliser pour mesurer la qualité de la gestion financière, et pour effectuer des comparaisons internationales. Ce programme est appliqué dans 120 pays.

**RÉSULTAT** Dans neuf des onze pays examinés, les gouvernements se sont basés sur l’analyse PEFA pour prendre des mesures concrètes en vue d’améliorer l’administration de leurs finances. Le PEFA est internationalement reconnu comme l’étalon des analyses comparatives portant sur la gestion des finances publiques dans les pays en développement et comme l’initiative la plus réussie dans son genre.

#### DÉFI

- Il faut continuer de renforcer les capacités des gouvernements à faire usage de l’analyse PEFA pour améliorer le système de gestion des finances publiques. L’engagement actif des gouvernements dans le cadre de l’analyse et de la mise en œuvre participe au succès de tous les projets de réforme subséquents.

### EVALUATION EXTERNE

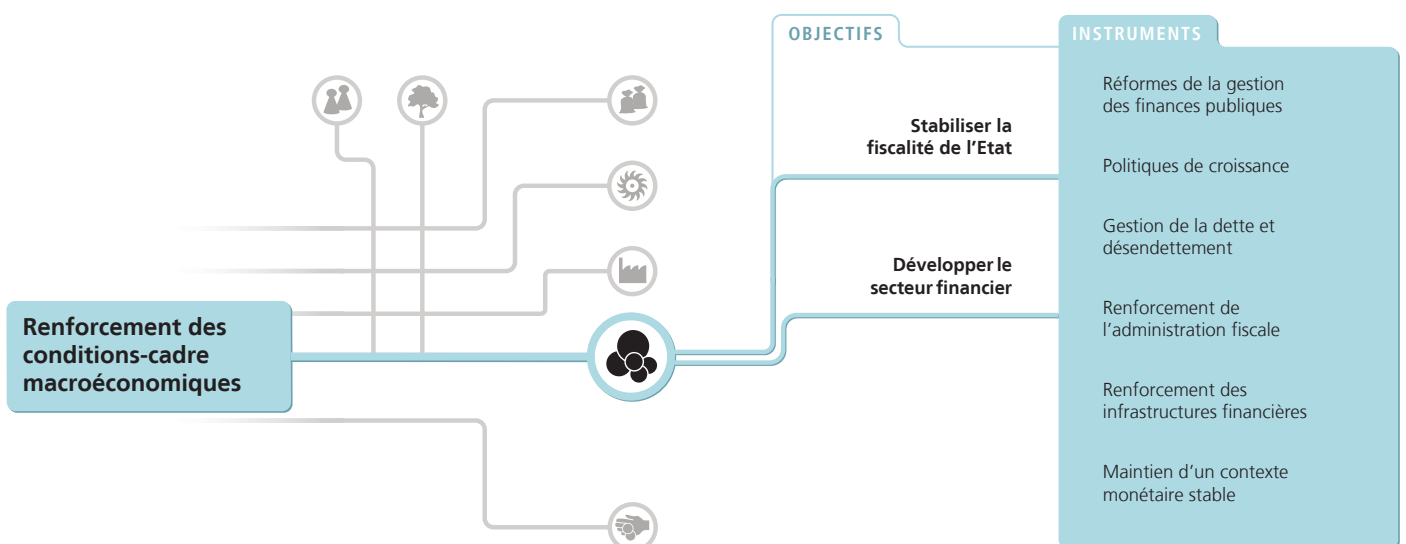
#### Le FMI présent sur le terrain

**PROJET** Le SECO compte parmi les principaux bailleurs de fonds des trois centres régionaux d’assistance technique du Fonds monétaire international (FMI) en Afrique. Ceux-ci apportent leur soutien à 24 pays partenaires par le biais d’une assistance technique dans les domaines de la gestion des finances publiques et fiscale, de la gestion des dettes, de la surveillance des marchés financiers et de la statistique.

**RÉSULTAT** Le travail des trois centres est jugé bon. L’avantage de ces centres externes du FMI est que les collaborateurs sont facilement joignables : les spécialistes connaissent les conditions locales et sont rapidement à disposition des autorités. Les pays membres de la Communauté d’Afrique de l’Est, par exemple, ont reçu une assistance pour la mise en place d’un système d’administration douanière, ce qui a augmenté leurs recettes publiques. Dans sept pays, des « Large Taxpayer Offices » ont été mis sur pied pour augmenter les recettes fiscales. Au Bénin, leur proportion est passée de 75 à 95 % en six ans.

#### DÉFIS

- Il y a un potentiel d’amélioration des échanges d’expériences entre les centres.
- Il serait possible d’augmenter la durabilité des projets, si les effectifs et les structures des autorités bénéficiaires étaient renforcés.





EVALUATION INDEPENDANTE



## Réforme du secteur financier

Analyse sectorielle de 14 programmes entre 1998 et 2010  
Moyens engagés : env. 100 millions CHF



**REFORME DU SECTEUR FINANCIER** Depuis 1992, le SECO promeut les secteurs financiers de pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est. Il mise sur des programmes multilatéraux, des coopérations avec la Banque mondiale et le FMI, et sur des projets bilatéraux, comme au Vietnam, entre autres.

**RÉSULTAT** Tous les programmes ont atteint une grande partie des objectifs : les institutions financières nationales sont renforcées, des diagnostics de réforme sont réalisés et des stratégies de mise en œuvre développées. Au Vietnam, la croissance de l'économie a été forte, et le taux de pauvreté a baissé de trois quarts entre 1998 et 2010. Mais le secteur

financier est toujours instable. Le SECO soutient des programmes couronnés de succès s'adressant à des managers de banques, d'une part, et prodiguant des conseils à la plus petite banque publique d'affaires, d'autre part. Les initiatives en faveur de l'optimisation de la politique monétaire de la banque centrale ont eu moins de succès, dès lors que les réformes piétinent pour des raisons politiques.

**DÉFI** Le plus grand risque tient au rythme lent et incertain des gouvernements partenaires à mettre en œuvre les réformes. Le SECO s'efforce de trouver un équilibre entre les projets tributaires de décisions gouvernementales et ceux qui sont moins dépendants du contexte politique.



## BILAN

### Stabilité fiscale

Dans de nombreux pays émergents ou en développement, l'assiette fiscale est toujours trop faible en raison de l'importance du secteur informel, et l'imposition domestique des extractions de matières premières est insuffisante. Le SECO soutient les pays partenaires dans le cadre de réformes visant à améliorer les lois fiscales et l'efficacité des administrations fiscales.

### Secteur financier

La promotion de marchés des capitaux locaux a fait ses preuves ; elle a permis de mobiliser des capitaux domestiques pour des investissements et de réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger. Concrètement, il s'agit de mettre en place un système de rentes et de promouvoir la protection de la clientèle bancaire, afin que la population soit mise en confiance et ne conserve plus ses économies à domicile.

# Banques de développement

Collaborer pour faire face aux enjeux mondiaux

## EVALUATION EXTERNE

### Le climat devient une priorité ; une mise en pratique perfectible

**BANQUE** La Banque mondiale (BM) est la principale institution financière pour l'aide aux pays en développement ou en transition. Après la crise financière, elle a octroyé des prêts pour plus de 60 milliards USD par an. Ces cinq dernières années, la BM a fait des progrès quant à la prise en compte des aspects environnementaux et climatiques dans les stratégies de développement et les décisions d'investissement.

**RÉSULTAT** En 2010, les mesures de lutte contre le réchauffement planétaire étaient prioritaires dans 88 % des stratégies de développement. La BM soutient les efforts de 130 pays pour freiner le changement climatique. Ainsi, en 2010, 3.6 milliards USD ont été investis dans des mesures de réduction du CO<sub>2</sub>. Au Mexique, le « Clean Technology Fund » devrait permettre de réduire de 100 milliards de tonnes des émissions de CO<sub>2</sub> d'ici à 2030.

#### DÉFIS

- Les connaissances environnementales au sein de la BM doivent être développées ; le Conseil d'administration doit donner encore plus de poids à ces questions.
- Il faut améliorer les instruments permettant de quantifier les risques du changement climatique dans les pays en développement.

## EVALUATION EXTERNE

### Les failles sont identifiées, les réformes engagées

**BANQUE** La Banque interaméricaine de développement (IDB) est la principale institution de financement pour les pays pauvres et les plus pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2010, la BID a accordé à ces pays des crédits et des garanties d'un montant de 12.1 milliards USD. La BID est bien établie dans cette région et elle a une influence politique.

**RÉSULTAT** Selon les rapports finaux des projets réalisés en 2009, 88 % des débiteurs ont jugé que les travaux de la BID étaient au minimum satisfaisants ; l'année précédente, cette proportion était encore de 74 %. Au cours des cinq prochaines années, 35 % des crédits devraient être alloués aux Etats les plus pauvres de la région. Ils seront répartis ainsi : 50 % pour la lutte contre la pauvreté, 25 % pour l'atténuation des changements climatiques et 15 % pour l'amélioration des coopérations régionales.

#### DÉFI

- L'utilisation des enseignements importants tirés des activités opérationnelles (« lessons learnt ») n'est pas optimale. Il faut adapter les processus internes, afin que ces enseignements soient mieux intégrés à la planification des nouveaux projets.

## EVALUATION EXTERNE

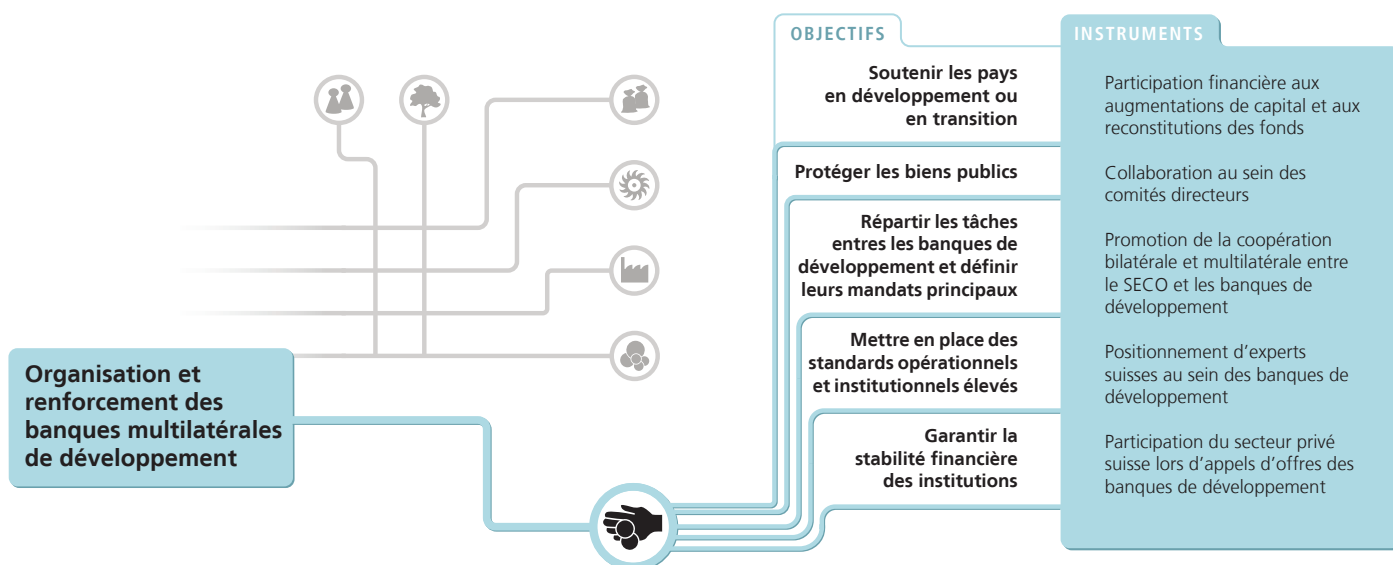
### Transition – l'Asie en point de mire

**BANQUE** Depuis 1991, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) soutient des pays d'Europe centrale, des Balkans occidentaux et d'Asie centrale dans leur processus de transformation vers la démocratie et l'économie de marché (« transition »). Elle agit dans les domaines des institutions financières, de l'industrie agricole, des transports, des infrastructures, du développement des entreprises et de l'énergie.

**RÉSULTAT** En 2010, la BERD a financé 12 % des investissements directs étrangers dans la région et a contribué à améliorer le climat des investissements. 80 % des projets évalués (1996–2008) ont contribué à une transition positive. La BERD a accompagné la privatisation du secteur bancaire, promu sa compétitivité et en a fait un créancier pour les PME.

#### DÉFIS

- Il faut améliorer le système de mesure de l'efficacité : il doit être possible de spécifier dans quelle proportion la BERD participe aux progrès vers la transition dans les pays.
- Les résultats des projets en Europe de l'Est et en Asie centrale sont inférieurs à ceux d'autres régions prioritaires de la BERD. Il sera nécessaire de procéder à des analyses plus poussées et à des adaptations stratégiques.





## BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT



**BANQUE** En Asie et dans la région du Pacifique, environ 1.7 milliard de personnes doivent survivre avec un revenu inférieur à 2 USD par jour. La Banque asiatique de développement (BASD) s'est fixé pour objectif d'éradiquer la pauvreté dans la région d'ici à 2020. En 2010, la BASD a octroyé des crédits et des garanties à hauteur de 13 milliards USD, notamment pour la construction d'infrastructures. Elle est la plus grande banque régionale de développement.

**RÉSULTAT** La BASD obtient de bons résultats dans la gestion stratégique, la collaboration avec les autorités et les organisations partenaires, ainsi que dans la gestion des connaissances.

La mise en œuvre des projets pourrait être améliorée. Il ressort en effet d'un rapport interne que la qualité des projets nouvellement engagés est jugée bonne, tandis que pour environ un tiers des projets achevés, la qualité a été jugée insuffisante, notamment dans le secteur de l'eau et le secteur financier.

**DÉFIS** La direction a annoncé que les motifs de la faible performance des projets dans le domaine de l'eau et celui des finances seraient examinés et que des mesures seront prises. Même si la pauvreté recule dans la région, le rythme n'est pas assez rapide pour atteindre les objectifs du Millénaire d'ici à 2020.

## BILAN

### Biens publics

Sous l'impulsion de la Banque mondiale, les questions liées au climat et à l'environnement ont fortement gagné en importance dans les stratégies de développement. Pour le moment, la prise en compte systématique de critères de durabilité dans les décisions d'investissement demeure partielle.

### Standards

Les banques de développement déploient de grands efforts pour rendre compte de manière transparente des effets de leurs projets, tirer les enseignements des faiblesses et lutter contre la corruption en appliquant une stratégie commune. Les succès apparaissent lentement.

### Institutions stables

Les banques de développement doivent, elles aussi, trouver l'équilibre entre des investissements sensés, mais partiellement risqués, et les bénéfices des projets. Des taux de succès allant de 75 à 90 % attestent du fait qu'elles savent gérer cet équilibre.

# Climat

## Un investissement payant

### EVALUATION EXTERNE

#### La technologie environnementale pour tous – un projet novateur suisse

**PROJET** Dans les pays en développement, l'accès aux technologies de l'environnement est souvent limité. En 1997, le SECO a ainsi commencé, en tant que premier donateur, à mettre en place des centres de production propre (Cleaner Production Center, CPC) dans douze pays. Les CPC conseillent des entreprises locales sur des technologies efficaces et propres en vue d'améliorer leur rentabilité et leur compétitivité.

**RÉSULTAT** Tous les centres mis en place se financent aujourd'hui sans le soutien du SECO. Outre les PME, les CPC conseillent toujours plus souvent des grandes entreprises, des associations et des autorités. La société de tuilerie colombienne « Ladrillera San Cristóbal S.A. », par ex., a installé un nouveau four, ce qui a diminué de 30 % sa consommation d'électricité, tandis que les émissions de CO<sub>2</sub> affichent une baisse de 60 %.

#### DÉFI

- L'accès aux capitaux pour les technologies propres pose souvent problème. Le SECO offre, depuis 2003, des lignes de crédits « vertes » en Colombie, au Pérou et au Vietnam. Ces instruments donnent des garanties aux banques locales, qui octroient des crédits préférentiels pour des technologies environnementales.

### EVALUATION EXTERNE

#### Chauffer efficacement les appartements

**PROJET** En Europe de l'Est, le chauffage des bâtiments est une source importante de gaz à effet de serre. Les investissements visant à le rendre plus efficace ont donc un impact sur le climat. Dans la ville roumaine de Iassy, le SECO a soutenu la rénovation du système de chauffage à distance, en décrépitude, qui dessert 230 000 habitants.

**RÉSULTAT** Depuis la remise en état, l'hémorragie de la clientèle a pu être stoppée. Le système de chauffage à distance, réhabilité et plus respectueux de l'environnement, s'est dès lors révélé une solution prometteuse. Les dépenses énergétiques liées à la production de chaleur ont diminué d'un quart, la consommation électrique des pompes a baissé de plus de 6 % et les pertes de chaleur ont reculé de 22 %. L'eau chaude parvient plus rapidement dans les ménages, les radiateurs sont fiables.

#### DÉFI

- Étant donné que le gouvernement fixe les prix sous le taux de couverture des coûts, la maintenance de l'exploitation risque d'être insuffisante. Cela dit, à Pascani, ville voisine, cette crainte n'était pas justifiée : une installation financée par le SECO dix ans auparavant est en excellent état.

### EVALUATION EXTERNE

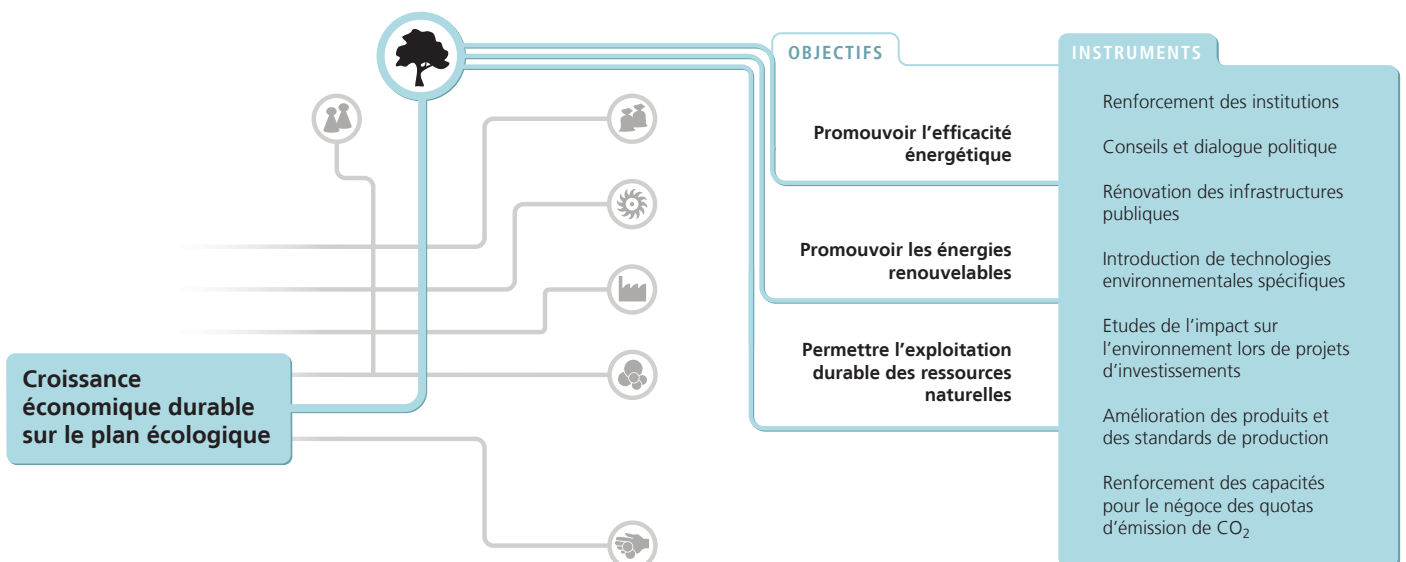
#### Alternative au défrichage des forêts tropicales – le premier pas est fait

**PROJET** La forêt tropicale continue d'être défrichée de manière incontrôlée malgré les interdictions. Pour répondre à ce problème, des initiatives en faveur d'une gestion forestière durable ont été développées. Elles doivent permettre aux populations locales de gagner leur vie tout en offrant une alternative lucrative au défrichage. C'est dans cette optique que le SECO et le WWF promeuvent, au Laos et au Vietnam, des certifications et les exportations « Forest Stewardship Council (FSC) ».

**RÉSULTAT** Le bois certifié FSC se vend à des prix supérieurs de 43 %. Au Vietnam, le nombre de partenaires industriels impliqués est passé de quatre à onze en trois ans, et au Laos, la surface forestière FSC a été accrue de plus de 60 %.

#### DÉFIS

- Le volume de bois FSC et ses exportations en Europe n'atteignant pas encore les quantités prévues, il faut continuer à les augmenter.
- Les coopératives de petits paysans n'assument pas encore elles-mêmes les coûts de la certification FSC. Il faut créer un mécanisme de financement, en transformant par exemple les coopératives en associations avec participations au capital.







REPIC



#### ENERGIES RENOUVELABLES POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Les pays en développement ont besoin d'un meilleur accès aux prestations énergétiques modernes. En matière d'énergies renouvelables, ils sont tributaires du transfert de technologie, des capacités locales et du financement des projets. Ces trois volets sont pris en charge par une plate-forme interdépartementale de la Confédération pour la promotion des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans la coopération internationale (Renewable Energy & Energy Efficiency Promotion in International Cooperation ; REPIC). REPIC propose aux pays partenaires des services modernes dans le domaine de l'énergie ; les entreprises et les ONG suisses profitent de moyens financiers pour les projets réalisés à l'étranger.

**RÉSULTAT** Le savoir-faire des offices fédéraux, SECO, DDC, OFEV et OFEN est concentré dans une approche cohérente, si bien que les redondances sont éliminées. Depuis 2004, 36 projets ont ainsi été financés, parmi lesquels la mise en place d'un service de réparation pour des puits solaires au Mali, les analyses de faisabilité de parcs éoliens au Nicaragua ou la production d'électricité à partir du lisier de porc au Brésil.

**DÉFI** Pour multiplier les projets, il faudrait mobiliser des gros investisseurs. REPIC organise dès lors des manifestations où les projets et les possibilités d'affaires sont présentés à des investisseurs potentiels en Suisse.

## BILAN

### Efficacité énergétique

La Suisse partagera ses expériences avec les CPC en 2011, lors de la conférence de Durban sur le climat dans le cadre des négociations autour des instruments permettant le transfert de technologie. L'objectif est que d'autres donateurs adoptent le modèle.

### Energies renouvelables

Il faut faciliter le pas entre les études pilotes sur les énergies renouvelables et la construction des installations de production en mettant en contact de manière ciblée les investisseurs et les responsables de projet (« matchmaking »).

### Ressources naturelles

Depuis 2005, la surface forestière certifiée dans les tropiques est passée de 10 à 17 millions d'hectares, mais moins de 10% de la surface forestière tropicale exploitée l'est durablement. Il convient de redoubler d'efforts sur ce front.



**ASIAN PACIFIC CARBON FUND** Les économies asiatiques à croissance rapide sont toujours plus avides de combustibles fossiles. Il est urgent d'investir dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, afin de corriger cette tendance. Un exemple en Indonésie : dans la ville de Palembang, les déchets organiques ne sont plus simplement éliminés. Ils servent à la production de méthane. L'électricité ainsi produite suffit à exploiter la décharge municipale.

# Perspectives

**La coopération au développement s'exerce dans un environnement qui évolue rapidement. Les pays donateurs traditionnels sont donc amenés à reconsidérer leur approche. Le SECO est parfaitement armé pour le faire.**

Les crises économiques et alimentaires, les tensions sociales et les catastrophes naturelles provoquent des changements majeurs en un temps très court. Ces mutations peuvent favoriser la percée de longs efforts de développement, ou bien les ruiner. Des événements tels que le printemps arabe le montrent bien. Parallèlement, de nouveaux acteurs relativisent l'importance de l'aide au développement. La Chine et l'Inde sont, avec un volume d'échanges commerciaux de 110 milliards USD par an, les plus gros investisseurs en Afrique. La fondation Bill et Melinda Gates (capital de 37.1 milliards USD), est l'un des plus importants contributeurs à l'aide au développement. Enfin, en 2008, les migrants ont transféré environ 305 milliards USD dans leur pays d'origine, ce qui représente le double de l'aide publique mondiale.

## **Le rôle de catalyseur du SECO**

Le SECO dispose des bons instruments pour exercer, avec les autres services fédéraux (particulièrement la DDC) et les pays partenaires, une influence positive sur l'évolution mondiale. Il est important que la coopération multilatérale avec les banques de développement se poursuive aussi pour que la Suisse puisse continuer à assumer son rôle dans ce nouvel ordre. Le SECO entend agir comme un catalyseur qui permette aux pays partenaires de mobiliser leurs propres ressources (investissements, recettes provenant du commerce et des impôts). Il intervient en complément des actions de l'Etat ou des organismes privées et là où il peut apporter de la valeur ajoutée. Il soutient particulièrement les projets novateurs susceptibles d'avoir un effet multiplicateur.

## **Le travail du SECO s'intensifie dans les domaines suivants :**

**CREATION D'EMPLOIS** Les activités favorisant la croissance économique et la création d'emplois s'étendent au marché du travail (réglementation et analyse du marché).

**DEVELOPPEMENT DE RESEAUX D'INFRASTRUCTURES DANS LES VILLES** Les centres urbains de moyenne importance ayant un potentiel de croissance doivent être rendus plus attrayants. Les initiatives innovantes pour le développement durable et coordonné des infrastructures doivent être encouragées.

**REINFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE** Le SECO mettra en place de nouveaux instruments visant à assurer une gestion transparente des finances publiques et à renforcer le secteur financier. Parmi ces instruments figurent la mise en place d'assurance pour les risques encourus par le budget de l'Etat en cas de catastrophes naturelles ou le renforcement de la protection des consommateurs dans le domaine des services financiers.

**REDUCTION DE LA PRESSION SUR LES RESSOURCES NATURELLES** Le SECO continuera à encourager l'utilisation plus efficace des ressources (standards de durabilité) et le transfert des technologies qui ont le plus faible impact possible sur l'environnement et le climat (Cleantech).

Les mesures économiques et commerciales concrètes seront présentées dans le message du Conseil fédéral concernant le financement de la coopération internationale de la Suisse (2013–2016).



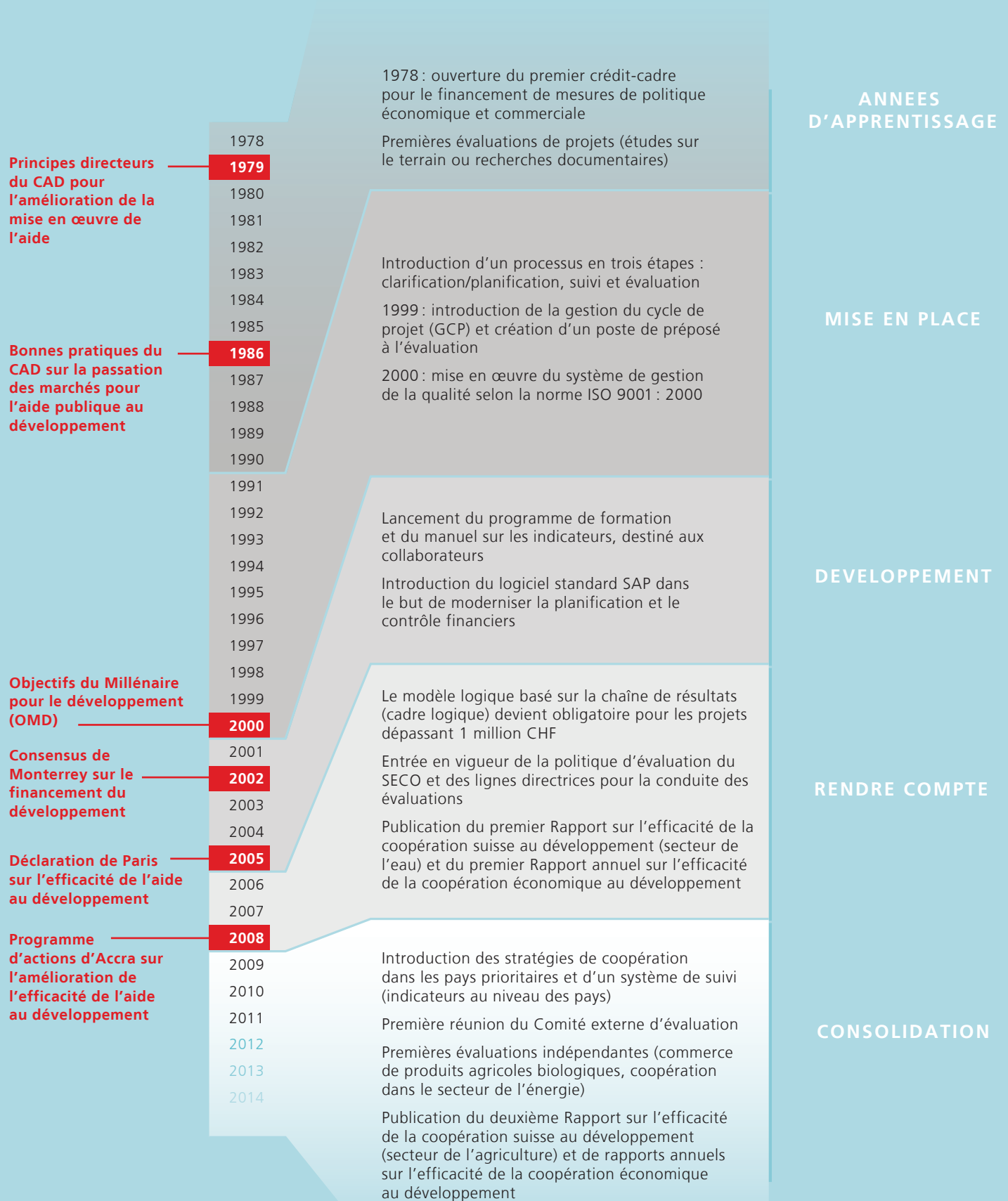
## **La lutte contre la corruption**

La corruption constitue un problème endémique dans de nombreux pays bénéficiaires de l'aide, qui gangrène le secteur public et sape la confiance dans les gouvernements. Elle pèse aussi sur le secteur privé, engendrant une mauvaise allocation des ressources et des facteurs de production, et faisant fuir les investisseurs.

Le SECO aide les pays en développement dans leur lutte contre ce fléau. Concrètement, il soutient les programmes visant à améliorer la transparence en matière de gestion budgétaire et d'adjudication des marchés publics, les réformes des administrations douanières ou l'inclusion d'une clause anti-corruption dans tous les contrats et accords signés avec les pays partenaires ou agences d'exécution. Pour prévenir les risques de corruption, le SECO a publié des directives pour la coopération et le développement économiques et propose régulièrement des formations à ses collaborateurs.

# Annexes

## Système de gestion et d'évaluation



## Informations sur les évaluations citées (pp. 14 à 25)

<b>UNIDO Trade Capacity Building Ghana</b> DUREE 2007–2010 MOYEN 972 829 USD PARTENAIRE ONUDI EVALUATION 2009	
<b>Foreign trade related research capacity support to Bolivian Foreign Trade Institute</b> DUREE 2004–2007 MOYEN 910 000 USD PARTENAIRE IBCE EVALUATION 2010	
<b>Trade promotion projects Kyrgyzstan and Tajikistan</b> DUREE 2006–2008 MOYEN 2 mio. USD PARTENAIRE CNUCED/OMC EVALUATION 2008	
<b>Switzerland's economic development cooperation in the field of trade promotion of organic agriculture products</b> DUREE 2002–2008 MOYEN env. 20 mio. CHF PARTENAIRE FiBL, Helvetas, InterCooperation, SIPPO, IMO EVALUATION 2009	
<b>Water supply system for the city of Khoudjand</b> DUREE 2005–2008 MOYEN 990 000 CHF PARTENAIRE IGB Engineering, FELA Planungs AG, Global Business Solutions EVALUATION 2010	
<b>Water Task Force Project Kosovo</b> DUREE 2008–2012 MOYEN 600 000 EUR PARTENAIRE SECO avec l'aide d'experts et de conseillers locaux EVALUATION 2010	
<b>The Public-Private Infrastructure Advisory Facility (PPIAF)</b> DUREE 2005–2007 MOYEN 7.5 mio. CHF PARTENAIRE Banque mondiale EVALUATION 2009	
<b>SECO Development Cooperation in the Energy Sector in Eastern Europe and Central Asia</b> DUREE 1992–2010 MOYEN 200 mio. CHF PARTENAIRE Divers EVALUATION 2010	
<b>Global Corporate Governance Forum</b> DUREE 2007–2009 MOYEN 750 000 USD PARTENAIRE Banque mondiale, OCDE, PSAG EVALUATION 2010	
<b>Promoting Enterprises Access to Credit Indonesia</b> DUREE 2005–2008 MOYEN 1.9 mio. CHF PARTENAIRE Swisscontact et Société financière internationale EVALUATION 2010	
<b>GuarantCo Africa</b> DUREE 2009–2012 MOYEN 9 mio. USD PARTENAIRE PIDG EVALUATION 2011	
<b>Private sector: business enabling environment. Global / case study: Serbia</b> DUREE env. 2000–2010 MOYEN 43 mio. CHF PARTENAIRE Divers EVALUATION 2011	
<b>Egyptian-Swiss Development Fund</b> DUREE 1996–2009 MOYEN 150 mio. CHF PARTENAIRE secrétariat du comité bilatéral du ESDF EVALUATION 2010	
<b>Public Expenditure and Financial Accountability (PEFA) framework Global</b> DUREE 2008–2009 MOYEN 1.25 mio. USD PARTENAIRE Secrétariat du PEFA, Banque mondiale EVALUATION 2011	
<b>Africa Regional Technical Assistance Centers (AFRITACs)</b> DUREE 2005–2007 MOYEN 6.2 mio. USD PARTENAIRE FMI EVALUATION 2009	
<b>Financial sector / case study country: Vietnam</b> DUREE 1998–2010 MOYEN env. 100 mio. CHF PARTENAIRE Divers EVALUATION 2011	
<b>Interdepartmental Platform for Renewable Energy and Energy Efficiency Promotion in International Cooperation (REPIC)</b> DUREE seit 2004 MOYEN 4 mio. CHF (2006–2009) PARTENAIRE DDC, OFEV, OFEN, SECO EVALUATION 2009	
<b>Linking Trade Demand and Sustainable Forest Management (LTDSFM) Vietnam / Laos</b> DUREE 2007–2010 MOYEN 750 000 CHF PARTENAIRE WWF (Vietnam) Tropical Forest Trust (Laos) EVALUATION 2010	
<b>Iasi District Heating</b> DUREE 2006–2010 MOYEN 10 mio. CHF PARTENAIRE BERD EVALUATION 2010	
<b>Cleaner Production Center (CPC) Columbia</b> DUREE 1998–2009 MOYEN 8 mio. CHF PARTENAIRE CNPMLTA, EMPA EVALUATION 2008 / 2010	
<b>World Bank</b> PARTICIPATION DE LA SUISSE AU CAPITAL 1.66 % PARTICIPATION AU FONDS 2.1 % EVALUATION Groupe d'évaluation indépendant (IEG)	
<b>Inter-American Development Bank (IDB)</b> PARTICIPATION DE LA SUISSE AU CAPITAL 0.47 % PARTICIPATION AU FONDS 0.65 % EVALUATION Bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE)	
<b>European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)</b> PARTICIPATION DE LA SUISSE AU CAPITAL 2.28 % PARTICIPATION AU FONDS pas de fonds EVALUATION Département de l'évaluation de la BERD	
<b>Asian Development Bank (ADB)</b> PARTICIPATION DE LA SUISSE AU CAPITAL 1.46 % PARTICIPATION AU FONDS 2.46 % EVALUATION MOPAN	
<b>African Development Bank (AfDB)</b> PARTICIPATION DE LA SUISSE AU CAPITAL 0.47 % PARTICIPATION AU FONDS 0.65 % EVALUATION Revue annuelle sur l'efficacité de la BAfD	

## Pays prioritaires

Dans le cadre de la coopération bilatérale au développement du SECO, le centre de prestations Coopération et Développement économiques se concentre sur les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui ont une économie déjà avancée mais qui sont confrontés à d'importants problèmes de pauvreté et de développement. Il s'agit de centres économiques régionaux dont l'évolution a un impact positif sur les pays voisins, parfois encore plus pauvres. A l'Est, le SECO mobilise ses efforts pour des pays d'Europe du Sud-Est et d'Asie centrale.



7

Pays prioritaires au Sud :  
Indonésie, Vietnam, Egypte  
Ghana, Afrique du Sud, Colombie,  
et Pérou

# 9

Pays prioritaires à l'Est :  
Albanie, Bosnie et Herzégovine,  
Kosovo, Macédoine, Serbie,  
Kirghizistan, Tadjikistan,  
Azerbaïdjan et Ukraine



## IMPRESSUM

### Editeur :

Département fédéral de l'économie DFE  
**Secrétariat d'Etat à l'économie SECO**  
Coopération et Développement économiques  
Holzikofenweg 36, 3003 Berne  
Téléphone +41 31 324 09 10  
[www.seco-cooperation.ch](http://www.seco-cooperation.ch)  
[info@seco-cooperation.ch](mailto:info@seco-cooperation.ch)

Conception et rédaction :  
pluswert GmbH, Bâle/Coir

Graphisme :  
vollprecht gestaltung, Bâle

### Photos :

SECO/Photopress (pp. 2, 4, 6, 8, 11, 15, 21, 26)  
Ueli Ramseier (p. 17)  
C. Lindhal – Devfin Advisers AB (p. 19)  
Barış Muratoğlu - [www.istockphoto.com](http://www.istockphoto.com) (p. 23)  
REPIC (p. 25)

Cette publication est disponible en allemand, français et anglais ; vous pouvez la consulter sous forme électronique sur le site [www.seco-cooperation.ch](http://www.seco-cooperation.ch) ou la commander en téléphonant au +41 31 324 09 10.

Berne, septembre 2011